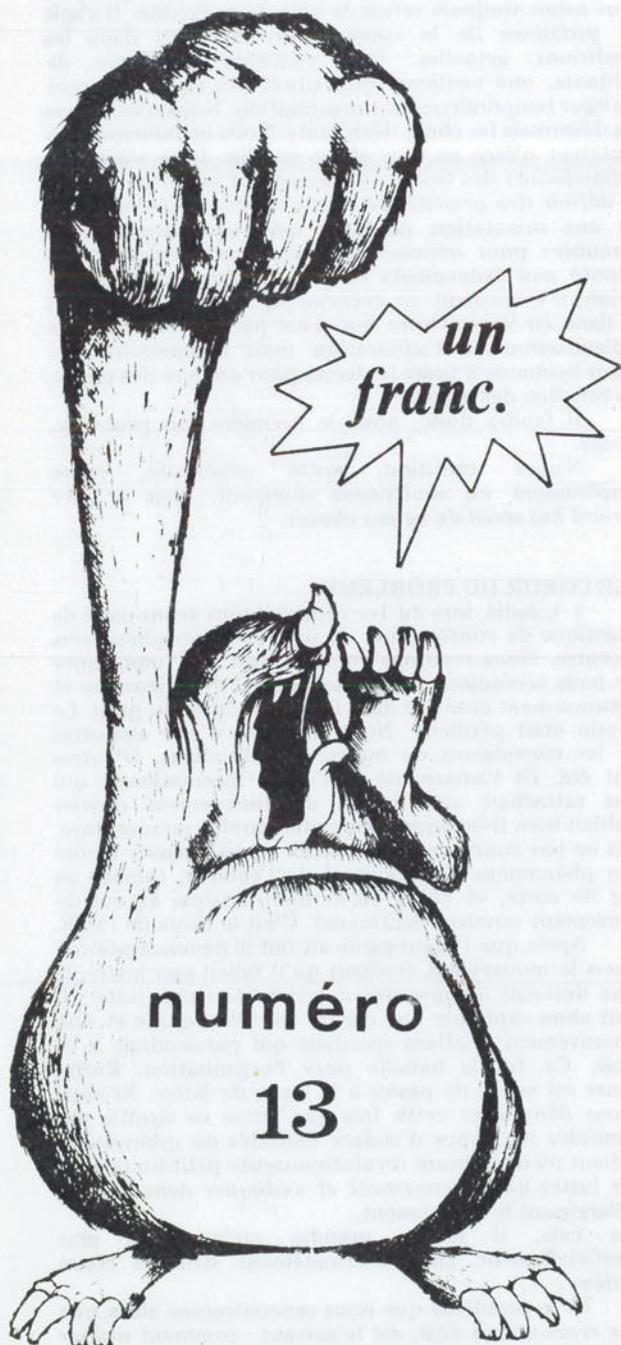


# ligue communiste

(s.f.q.i.)



## bulletin intérieur

### SOMMAIRE

- \* Un congrès des choix. Jebracq
- \* La place de la CFDT et de la CGT dans notre implantation dans la classe ouvrière (en guise de réponse à Victor). Radot.

mars 71

supplément à Rouge No 111

# le congrès des choix

## I- IL FAUT SAVOIR CHOISIR.

1 ) Ces derniers temps, l'organisation a vécu en situation de surchauffe permanente.

Elle a connu des tâtonnements et des hésitations importantes sur des problèmes politiques tels que le SR et les municipales. Ces problèmes concentrent un grand nombre de considérants tactiques et sont donc particulièrement délicats. Il ne faut pas croire qu'on aurait pu les trancher au rasoir. Mais une part de la confusion aurait pu être évitée.

Enfin, nous devons prendre au sérieux les symptômes de malaise apparus ces derniers mois dans la vie de l'organisation parisienne. Le fait que la minorité ait pu entraîner deux cents militants dans une scission indéfendable et sans ligne politique ; la confusion du congrès parisien ; l'écho du texte Ta Thu Thau ; un certain nombre de décisions prises sans débat. Ce sont là autant d'indices de disfonctionnement dans la vie interne de l'organisation qui ne se résoud pas par un effort de démocratie mais en prenant le problème à la racine.

2 ) En deux ans d'existence, la Ligue a avancé sa transformation de groupe étudiant en groupe révolutionnaire, de groupe révolutionnaire propagandiste en organisation travaillant régulièrement dans les masses. Une telle transformation doit, en toute logique, entraîner une série de conséquences quant à l'investissement militant, au système de formation, au type de directions. Elle implique des choix politiques fondamentaux que nous avons plus ou moins remis jusqu'à présent.

Si nous différons encore ces choix, nous courons le risque très réel de voir l'organisation se transformer en *attelage fou* où tous les pur-sang tirent chacun de son côté. Si nous voulons continuer à répondre à toutes les sollicitations, quasiment dans l'ordre où elles se présentent, nous courons le risque de devenir des politiciens davantage que des révolutionnaires, d'accumuler les engagements verbaux faiblement mis en pratique.

Cette dynamique a sa conséquence interne, la *dépolitisation de l'organisation*.

Là gît le nœud de nos problèmes et de nos contradictions. En prendre clairement conscience, c'est déjà faire un pas. Un pas important qui permet de ramener à de justes proportions les sautes d'humeur, les réactions d'impuissance, les aigreurs et les biles. Mais il sera long et difficile de trouver et d'appliquer les solutions fondamentales.

3 ) Certes, une partie de ces solutions réside dans des *mesures organisationnelles*. Il est possible et nécessaire de *rentabiliser l'organisation*. Par une meilleure répartition militante contrôlée par les directions. Mais aussi et surtout :

— par la construction d'un système d'éducation différencié permettant d'homogénéiser l'organisation et de démultiplier les responsabilités.

— En fécondant les forces actuelles par la mise en place de *directions* adéquates aux tâches de l'heure. Une direction ne se maintient pas au sommet de l'organisation comme un bouchon sur l'eau. Sans changer. Elle est le produit de l'organisation et doit muter avec elle.

Aujourd'hui les directions, ou certaines d'entre elles, ne sont plus ou pas ce qu'elles devraient être, l'avant-garde de l'avant-garde. Elles sont la conscience morale de l'organisation plus que sa

direction politique effective. Il n'est pas dit que le problème soit soluble du jour au lendemain par un remaniement de personnel. D'autant que c'est souvent plus le fonctionnement collectif qui pêche plus que les individus. Mais nous devons y accorder la plus grande attention.

4 ) Mais tous les militants doivent être conscients que les meilleurs artifices organisationnels ne résoudre pas le *problème d'orientation politique* qui est au cœur de nos difficultés actuelles. C'est un problème des plus complexes parce qu'à la différence d'autres groupes, nous avons toujours refusé la voie de la facilité. Il s'agit du problème de la construction du parti dans les conditions actuelles. Une meilleure économie de militants, une meilleure répartition des cadres peuvent soulager temporairement l'organisation. Nous n'éviterons pas désormais les choix déchirants. Nous ne pourrions pas continuer d'être au four et au moulin. Il ne s'agit pas d'abandonner des fronts qui demeurent importants, mais *de définir des priorités et d'agir en conséquence*. C'est sur une orientation politique que nous devons nous prononcer pour imposer au moins partiellement notre volonté aux événements au lieu de sauter d'action en action, d'événement en événement, comme un babouin de liane en liane. Notre but n'est pas de recueillir des applaudissements d'admiration mais d'apprendre aux autres babouins à tisser les lianes pour en faire des ponts, des échelles, des armes.

Il faudra donc, pour la première fois peut-être, choisir.

Notre tradition, notre générosité, notre tempérament en souffriront sûrement. Mais *le pire aujourd'hui serait de ne pas choisir*.

## II- LE COEUR DU PROBLEME.

1 ), Jadis, lors du 1er congrès, nous avons parlé de la tactique de construction du parti de la périphérie vers le centre. Nous rendions compte ainsi de l'importance que nous accordions à la radicalisation de la jeunesse et au mouvement étudiant dans la construction du parti. Le chemin était périlleux. Nous risquions d'être emportés par les convulsions du mouvement étudiant. D'autres l'ont été. Et l'amarre de la IVème Internationale qui nous rattachait aux acquis du mouvement ouvrier semblait bien frêle pour nous éviter pareille mésaventure. Mais ne pas courir ce risque aurait signifié passer à côté d'un phénomène fondamental de l'époque, tomber au rang de secte, et coller en dernière analyse au cul du mouvement ouvrier traditionnel. C'est le choix de l'AJS.

Après que l'avant-garde ait fait la démonstration à travers le mouvement étudiant qu'il fallait *oser lutter*, la tâche devenait *d'apprendre à lutter, de savoir lutter*. Il fallut alors expliquer que c'était une avant-garde et non le mouvement étudiant spontané qui parviendrait à ce savoir. Ce fut la bataille pour l'organisation. Enfin, l'heure est venue de passer à la lutte, *de lutter*. Et nous devons démontrer cette fois que lutter ne signifie pas accumuler les coups d'audace débridés du mouvement étudiant ou du courant révolutionnariste petit-bourgeois, mais *lutter quotidiennement et s'éduquer* dans la lutte en élargissant le mouvement.

Pour cela, il faudra prendre racine, non plus superficiellement mais profondément dans la classe ouvrière.

Et le problème que nous rencontrerons alors, *que nous rencontrons déjà*, est le suivant : *comment utiliser de façon complémentaire la radicalisation différenciée*

dans ses rythmes des différentes couches sociales ?

2 ) En effet, la montée révolutionnaire internationale se traduit par une radicalisation des masses. Mais cette radicalisation des masses est conditionnée par le triple facteur souvent rappelé de la crise du stalinisme, de la crise de l'impérialisme, et de la faiblesse du pôle révolutionnaire. Or, si les couches marginales vivent la crise du capitalisme et ses aspects idéologiques de façon quasi directe, sur le mode de la *révolte* contre l'oppression et la répression, il n'en va pas de même pour les gros bataillons ouvriers qui bougent plus lentement. Par exemple, s'il est possible dans le cadre de la crise du stalinisme de détacher du PC des noyaux ouvriers d'avant-garde à travers les manifestations, les campagnes politiques centrales, en leur donnant la preuve qu'une autre force existe et qu'une autre action est possible, il est plus difficile de répondre à leurs problèmes et de les organiser sur leurs lieux de travail non plus seulement contre la répression policière mais contre l'exploitation capitaliste quotidienne qui en est la source.

C'est pourquoi par exemple le SR est utile par rapport au travail d'entreprise quand il fait des campagnes de masse ( Burgos ), mais c'est aussi pourquoi il n'organisera pas durablement les travailleurs. Il les drainera sur telle ou telle action. Il peut acquérir un crédit à leurs yeux, faciliter leur prise de conscience ; mais il ne peut devenir leur organisation dans l'entreprise. C'est pourquoi sa base sociale demeurera majoritairement petite-bourgeoise avec en plus les militants ouvriers d'avant-garde et quelques prolétaires « culturels » du type de ceux que produisait le PSU à une époque, c'est-à-dire plus portés à l'agitation culturelle de quartier qu'à la lutte des classes dans l'usine.

Il est significatif à ce propos que la crise actuelle du PC qui se traduit par une réduction du nombre de cellules, un appauvrissement de l'intensité et de la qualité militantes ne soit pas suivie d'effets proportionnels mécaniquement dans le syndicat CGT puisque l'appareil se maintient assez solidement et que les indices de débordements épars n'ont rien de commun avec les expériences d'auto-organisation de la classe survenues en Italie.

3 ) A la différence de tous les autres groupes, nous construisons le parti à travers une *double tâche*, une *double intervention*.

a- implantation dans le mouvement ouvrier organisé

b- utilisation de l'extrême-gauche large et hétérogène comme levier de la première tâche à travers les *activités unitaires* ( antifafs ) et les *organes unitaires* ( SR ) de cette extrême-gauche.

L'AJS a résolu de n'intervenir que dans le mouvement ouvrier organisé : désertion du SR, travail avec le PS ( ? ! ), tactique du F.U.O. De même LO.

Révolution, VLR, malgré quelques tentatives expérimentales se noient de fait dans la périphérie, à la fusion des révoltes ( SR, jeunesse, immigrés, Comités syndiqués/non-syndiqués ) et désertent le mouvement ouvrier organisé.

Nous nous efforçons quant à nous, de maintenir les deux bouts de la chaîne en utilisant le poids global de l'extrême-gauche comme point de référence, à travers des actions précises ( Porte de Versailles ), pour notre travail dans la classe.

Nous ne devons ni abandonner l'intervention dans cette extrême-gauche en croyant la casser ( par l'abandon pur et simple du SR ) ni croire la nettoyer en l'homogénéisant ( par la conquête d'une hypothétique « hégémonie » dans le SR ). L'existence de cette extrême-gauche bigarrée et confuse correspond aux formes de radicalisation des couches intellectuelles et techniciennes moins directement en butte à l'exploitation capitaliste et plus sensibles aux aspects idéologiques de la crise du système. Cette radicalisation, lorsqu'elle débouche, et c'est possible, sur des actions compréhensibles ( Burgos, Palais des Sports, jadis barricades ) a un écho réel dans la classe. Mais ce qu'elle alimente de façon permanente, c'est un courant centriste confus à la direction duquel il est illusoire de prétendre à moins de céder totalement à l'opportunisme.

4 ) C'est pourquoi en particulier, il est parfaitement démagogique de présenter le SR comme une organisation de masse dont on accepte la discipline.

Il n'est ni une organisation de masse sur une point unique suffisamment précis pour avoir opéré une certaine sélection ( CVN ). Ni une *organisation de masse de la classe* ( syndicat ) qui a son cadre organisé dans lequel nous pouvons être minoritaires et nous battre sur nos positions parce qu'elle exprime de façon déformée le niveau de conscience et les préoccupations de la classe et non d'une avant-garde radicalisée qui a son centre de gravité dans la petite bourgeoisie. Au contraire, le SR peut avoir un impact de masse lors de certaines actions, et inversement avoir une apparition *directement contradictoire* avec notre propre activité d'organisation révolutionnaire dans la classe à d'autres moments. C'est pourquoi il est absurde de chercher à imposer une discipline effective dans le SR.

Nous devons seulement comprendre le rôle transitoire que peut jouer une organisation comme le SR. Le thème sur lequel elle s'est constituée — la répression — sert de pivot à la prise de conscience politique de l'intelligentsia radicalisée qui peut développer à partir de là une activité tous azimuts, dans la mesure où le réseau des organisations existantes ( syndicats, jeunesse, anti-impérialistes ) ne joue pas son rôle en raison de l'orientation stalinienne qui sous-tend les principales.

5 ) Il ressort de tout cela

a) que, comme nous l'avons développé pour le mouvement étudiant, il ne sera possible de donner une orientation révolutionnaire durable à ces mouvements marginaux que le jour où nous aurons conquis des positions suffisamment fortes et crédibles dans le mouvement ouvrier lui-même.

b) que l'impact de ces mouvements sur le mouvement ouvrier risque de s'affaiblir. Nous devons nous efforcer de faire jouer la dialectique entre les deux. L'initiative anti-faf est le dernier exemple en date et l'un des meilleurs. Mais si ces activités ne sont pas relayées au sein du mouvement ouvrier par certaines de ses

composantes, les effets de cette dialectique demeureront incapitalisables.

De plus en plus donc, l'activité dans le mouvement ouvrier devient décisive. Il ne s'agit pas de désertier la CGT en suivant la pente de la facilité. Mais de faire jouer désormais consciemment la dialectique inter-syndicale. Le développement électoral rapide de EE/RS dans le SNES et ses conséquences dans la FEN d'une part, la possibilité d'envisager l'existence effective d'une tendance à moyen terme dans la CFDT de l'autre, peuvent nous en donner les moyens pratiques. Il serait criminel de ne pas faire *maintenant* l'effort nécessaire pour nous en saisir.

### III-Les conditions de la solution.

1 ) La solution de ce problème d'orientation demande que soient approfondies préalablement deux questions.

—La première, fondamentale, est celle du contenu de classe de la révolution socialiste en France et dans les pays capitalistes avancés.

D'un côté le PCF, avec son alliance anti-monopoliste, de l'autre les spontex divers avec leur révolution populaire, ont tendance à dissoudre la classe ouvrière, colonne vertébrale de la révolution, dans une résistance frontiste aux « excès » des monopoles ou dans une fusion des révoltes. La « démocratie avancée » et le « communisme dès demain » à la mode du manifeste, sont l'aboutissement politique réformiste et gauchiste de ces stratégies.

En ce qui nous concerne, nous luttons pour la dictature du prolétariat et nous sommes conscients qu'une phase de transition ( avec maintien de l'Etat prolétarien, de certains aspects juridiques, et de certaines catégories marchandes ) est nécessaire pour créer les conditions matérielles du communisme et de la disparition des classes. Mais proclamer dès maintenant l'unité d'intérêt de toutes les classes contre un complot d'exploiteurs sanguinaires ultra-minoritaires, c'est ouvrir la voie à bien des illusions.

Cette confusion dans sa variante réformiste comme dans sa variante gauchiste, est entretenue par des couches moyennes qui, en cherchant à s'identifier avec le prolétariat de façon pure et simple, visent aussi plus ou moins à l'annexer à leurs propres intérêts.

Opération facilitée par la trahison des directions bureaucratiques.

Nous devons donc, *en combattant l'idée que tous les salariés subissent la même exploitation selon les mêmes modalités* nous attacher à définir plus précisément la fonction que jouent ces couches et classes moyennes nouvelles dans la production afin de définir la place de leurs luttes dans la lutte globale et leur articulation par rapport aux luttes ouvrières. C'est indispensable si nous voulons avoir une idée un peu précise du pouvoir prolétarien que nous voulons, autre que la « dictature démocratique du prolétariat et des intellectuels ». Et si nous voulons dès à présent situer respectivement et dans leurs rapports la place des

différentes mobilisations.

2 ) La deuxième question qui conditionne les réponses organisationnelles que nous donnons, est celle de l'appréciation de la conjoncture politique en France dans les quelques années qui viennent. Un débat a lieu sur ce sujet en particulier dans la commission économique. Les principales positions seront publiées en BI.

L'une des positions en présence démontre que la bourgeoisie française bénéficie d'un répit économique assez durable du à la restructuration interne depuis Mai et au contexte international ; et que le malaise de la majorité résulte davantage d'un remplacement du personnel politique classique maintenu sous de Gaulle par les courtiers directs du Grand Capital, que d'une crise profonde de perspectives. D'où la conclusion du texte qui exprime ces positions : « des luttes exemplaires sont possibles et nécessaires à condition de ne pas les considérer toutes comme le début d'un combat prolongé ne se faire d'illusion sur les possibilités de généralisation.

Si les hypothèses retenues sont exactes, les épreuves de forces qui ne manqueront pas d'éclater au niveau local dans les secteurs directement victimes des rationalisations, n'ont que peu de chances, dans les mois à venir de se transformer en épreuves de force avec le pouvoir d'Etat central. »

La conséquence de cette hypothèse serait de nous donner un certain temps. Le temps de consolider les directions locales de la Ligue sans privilégier l'appareil central ; le temps de développer l'implantation ouvrière à travers les luttes sans avoir besoin de la faire à marches forcées. Par exemple.

Le débat est en cours. Mais le texte évoqué ici et qui paraît me semble sous-estimer une série de *facteurs* politiques : une situation économique internationale relativement stable n'exclut pas des crises politiques ; quelle sera la portée de la maturation en cours depuis Mai dans la classe ouvrière sur le caractère de ces luttes ; le remplacement du personnel politique classique par celui du Grand Capital en l'absence de formation politique bourgeoise solide ( cf. l'UDR ) peut aiguïser les contradictions au sein de la bourgeoisie, etc...

Si telle est l'hypothèse, une crise politique n'est certes pas inévitable dans les trois ans qui viennent, mais rien ne dit qu'elle ne se produira pas. Et sans parler de crise ouverte, les alarmes de Marcellin après le Palais des Sports montrent que, s'il n'est pas commode de nous interdire parce que nous ne sommes pas isolés, c'est une mesure énergique qu'il peut tenter un jour. Le tout dans un contexte international qui oscille vertigineusement autour de la situation indochinoise. La montée révolutionnaire qui dure depuis plusieurs années à l'échelle mondiale malgré les revers ne peut se poursuivre indéfiniment sans qu'intervienne une défaite ou une victoire importante sur l'un des fronts décisifs. Bien des rapports de forces aujourd'hui en équilibres instables en dépendent. Cette discussion est à approfondir à l'occasion du congrès. Mais notre rôle est de prévoir et d'agir en conséquence.

Et si les échéances principales auxquelles nous aurons à faire face ne se situent pas à long mais à moyen ou à court terme, il en résulte que les choix tactiques et stratégiques se télescopent et que nous devons en être conscients. Par exemple, il serait stratégiquement juste de construire une organisation de jeunesse pour nous

implanter dans la jeunesse ouvrière et investir grâce à elle le mouvement ouvrier. Mais en aurons-nous le temps ?

#### IV- LES PRIORITES.

1 ) Tout en restant conscient de ce que l'approfondissement des deux points ci-dessus doit influencer sur nos choix, je pense que la première priorité à dégager désormais concerne le travail d'entreprise. Au dernier congrès, nous avons affirmé la priorité au travail ouvrier. Nous avons déplacé en conséquence l'axe de notre intervention. Plusieurs centaines de feuilles de boîtes sont apparues en deux ans. C'est un résultat. Pourtant aujourd'hui, ce travail piétine: Nous continuons à recruter des travailleurs, plus que jamais, mais nous en perdons aussi qui n'arrivent pas à s'intégrer à l'organisation. Et c'est compréhensible. Le travail se développe, mais trop lentement par rapport à la situation, et tout en avançant, nous risquons de prendre du retard.

Or, sur ce terrain, il faut être clair. On ne créera pas des cellules d'entreprises par la seule propagande des feuilles. Il faut donner aux militants une perspective dans le mouvement de masse. C'est la condition d'accélération de l'implantation et de modification des rapports de forces. Cette perspective ne peut venir que d'une impulsion nationale, à travers le travail de branche et de fraction/tendance dans les syndicats. Pour cela plusieurs mesures s'imposent :

a) *rationaliser les cellules de boîtes* en contrôlant leur efficacité et en sélectionnant le travail plus que cela ne fut fait.

b) C'est là le point principal : *faire en sorte que la direction du travail ouvrier soit assumée de plus en plus par les directions centrales de l'organisation.*

Il constitue en principe et en nombre le travail central de l'organisation. Il ne peut être dirigé de façon plus ou moins parallèle par une commission qui a la quintuple tâche :

- d'élaborer la ligne
- de mettre en place la fraction et les tendances
- de développer le travail de branches
- de contrôler les cellules et les feuilles et de les aider
- de diriger les campagnes éventuelles.

C'est impossible et c'est dangereux. Où est la fonction du BP. Le fait qu'il a longtemps tenu lieu de DP a masqué la dépossession de ses fonctions, dépossession aujourd'hui évidente. Or il faut l'autorité et la vision d'ensemble des directions centrales pour mener les campagnes spécifiques que sont les campagnes ouvrières, pour les animer réellement, pour faire jouer par exemple les rapports des secteurs ouvrier et enseignant qui, sinon, restent juxtaposés.

c) Décider de *faire mener par l'ensemble de l'organisation certaines campagnes ouvrières.* Par exemple celle sur la démocratie syndicale après les affaires Hernot et Lafférière n'a même pas démarré proprement en partie faute de matériel et de crédits, en partie pour des raisons de direction. C'est aussi par de telles campagnes que nous pourrions pourtant marquer des points sur la clientèle du mouvement étudiant et celle du SR.

d) Enfin, cet investissement en cadres est nécessaire si nous voulons réellement travailler au dégagement d'une *tendance dans la CFDT*. Cet objectif est décisif pour l'ensemble de notre travail. L'échéance du prochain congrès CFDT semble s'imposer. Il n'est pas dit que nous puissions nous y tenir vu le retard accumulé. C'est pourquoi nous devons cravacher d'autant plus.

2 ) *L'activité de soutien à la révolution indochinoise* est à mon sens la seconde priorité. Pour plusieurs raisons.

a) Le VN n'est pas un gadget que nous aurions découvert. Si son importance internationale est telle que nous le disons, et les récents événements l'attestent, cela doit transparaître un jour ou l'autre dans la conscience des masses.

b) Le soutien au Viet Nam à l'échelle internationale demeure un élément fondamental en ce qui concerne l'issue de la lutte sur le terrain. Le soutien est donc un devoir internationaliste éminemment pratique.

c) Le type de soutien que nous apportons, son effectivité, doit avoir des conséquences sur la construction de l'Internationale ; il doit contribuer à fisser des liens qui se retrouveront dans les remaniements inévitables au sein du mouvement ouvrier international à l'issue des luttes qui s'annoncent.

d) Cette activité de soutien demeure l'un des meilleurs moyens de politiser et d'éduquer cette fameuse avant-garde large à dominante petite-bourgeoise qui, par nature, se complait dans l'action sporadique, discontinue, dans les coq à l'âne sur le thème de la répression. En liant le sort d'une fraction au moins de cette couche radicalisée à un problème permanent, en évolution, riche en leçons historiques, politiques et militaires, il est possible de la gagner durablement à la révolution prolétarienne.

\*\*\*

Certes, vu le retard accumulé depuis deux ans, l'entreprise est volontariste. Elle sera difficile au début. Mais si une activité un tant soit peu organisée avait *préexisté* à l'invasion du Cambodge, quelle activité quotidienne d'explication et de mobilisation n'aurait-elle pas été possible lors de la colline 317, de Tchépone, etc...

Et une activité qu'il est parfaitement possible de réinvestir dans le cadre syndical face à la bureaucratie.

3 ) Le troisième point à figurer dans les priorités concerne *la construction, le renforcement, la consolidation de l'appareil central de la Ligue*. Ce qui implique aussi un choix dans l'investissement des cadres.

Mais ce choix est nécessaire. Une bonne centralisation est l'une des conditions du fonctionnement démocratique. Plus les problèmes sont réglés à la hâte par les individus, les commissions, au fur et à mesure de la demande, plus sont court-circuités les débats éducatifs.

Il faut construire un véritable appareil de formation nationale sans quoi nous nous contentons d'agglomérer au panache des anciens les nouveaux adhérents sans les armer par les débats à venir. Il ne s'agit pas d'un souci démocratique abstrait, mais de cimenter l'organisation en l'homogénéisant, de la préparer à faire collectivement face aux changements brusques de situation qui sont possibles dans la période actuelle.

Il faut enfin consolider l'appareil indispensable pour assurer la continuité de l'organisation et sa sécurité en cas de dissolution ou d'attaques du pouvoir.

Toutes ces tâches peu spectaculaires et qui constituent un investissement à moyen et long terme sont délaissées par facilité, par souci de rentabilité immédiate. En rester là, serait en rester au spontanéisme organisationnel *interne*.

## V. SE MAINTENIR SUR LES AUTRES FRONTS.

1 ) Il n'y a pas incompatibilité objective entre les différents secteurs d'activité. Le travail syndical peut être parfaitement complémentaire avec un SR fortement investi par la Ligue.

Mais il y a contradiction subjective : nous n'avons pas de ressources illimitées en militants et en cadres. C'est pourquoi nous devons faire des choix.

2 ) En particulier, je suis de plus convaincu que la création d'une ORJ comporterait plus d'inconvénients que d'avantages dans la situation actuelle.

a) La radicalisation de la jeunesse pourrait s'exprimer par un mouvement structuré, un MRJ, que personne n'a la force de construire aujourd'hui faute d'implantation ouvrière. C'est pourquoi les spontex se contentent de signer FLJ (Front de Libération de la Jeunesse) toutes les manifestations naturelles de révolte de la jeunesse sans la moindre implication organisationnelle. *Il n'est pas vrai que nous capterions ce*

*mouvement par une organisation de jeunesse.*

b) Il n'est pas vrai non plus qu'une telle organisation réduirait l'espace vital occupé aujourd'hui par défaut par le SR. Ou dans une très faible mesure. En effet, pour avoir une fonction propre, une ORJ devrait répondre au processus *actuel* de prise de conscience politique de la jeunesse. Grosso modo, ce devrait être une organisation de type guévariste. Mais une telle définition n'exclut pas les minos ou d'autres courants foireux (AMR...). Donc, ou bien nous aurons une ORJ avec plusieurs tendances, à base essentiellement lycéenne et à dynamique de type mino. Ou bien, le plus vraisemblable, nous aurons une multiplicité d'organisations de jeunesse. En effet, à la différence de la Ligue, la plupart des courants ont à construire *leur* organisation comme nous jadis à travers la JCR, et ils chercheront logiquement à le faire par la jeunesse.

De sorte que l'ORJ risque d'être

—une organisation centriste camouflée

—un appendice sans grande spécificité de la Ligue et un handicap pour une *réelle* organisation de jeunesse

—une fausse organisation de masse de type AJS, complètement manipulée et maintenue à cet effet dans un état de sous-politisation.

c) Enfin, il n'est pas dit que la création d'une ORJ serait un accouchement qui libérerait la Ligue et lui permettrait de vivre au rythme du travail ouvrier. Ce serait croire qu'une réponse organisationnelle résoudrait de fait un problème non résolu sur le fond.

Rien ne dit, en effet, qu'on serait ainsi à même de mener effectivement des campagnes ouvrières ou qu'on n'aurait pas vidé la Ligue de sa substance militante qui fait son poids.

Mieux vaut différencier consciemment et délibérément —ce qui est amorcé de fait aujourd'hui— le rythme des secteurs d'activité et démontrer que nous sommes centralement capables enfin de mener quelques campagnes ouvrières propres avant de procéder à une opération chirurgicale aléatoire.

3 ) C'est pourquoi je suis dans l'immédiat, et compte tenu des choix précédemment proposés, partisan de

a) *fédérer les cercles rouges* lycéens et éventuellement CET et leur donner un organe mensuel.

b) Freiner leur dynamique d'autonomisation et de transformation en ORJ en leur donnant pour fonction principale d'intervenir en fraction dans les *comités de lutte* que nous nous efforçons aussi de fédérer pour répondre au phénomène sporadique mais durable de l'agitation lycéenne.

c) De développer le projet des CL étudiants et lycéens, même s'ils n'ont qu'une réalité variable derrière un cycle sygle permanent. C'est en effet

aujourd'hui la meilleure solution pour dégager à travers ces éléments d'un mouvement de la jeunesse scolarisée, une médiation charnière vers une ORJ et vers un MJR. C'est aussi le moyen de dégager un interlocuteur indispensable à l'avenir de notre travail enseignant.

d) Elaborer et travailler l'intervention propre de la Ligue envers la jeunesse afin de capitaliser partiellement les divers mouvements. Ce n'est pas impossible. Même LO le montre. Une activité et des publications spéciales de la Ligue adressées à la jeunesse peuvent permettre une intervention efficace qui ne remplace pas une ORJ, mais qui soit compatible avec les priorités retenues.

4 ) Enfin, en ce qui concerne le SR, la seule attitude logique qui résulte de ce qui précède consiste à participer au SR en minimisant et relativisant son rôle.

Ce qui entraîne :

-présence au sommet pour neutraliser les initiatives les pires et proposer celles qui peuvent avoir un réel impact de masse ;

-présence à la base là où existent des groupes de base réels et actifs sans que nous ayons à les porter à bout de bras ;

-renforcement de l'activité de fraction pour rationaliser notre travail dans le SR sans avoir à y faire un investissement massif.

Mais ce qui est presque le plus important de tout en ce qui concerne le SR, c'est que si des choix sont faits en toute clarté, il sera possible d'expliquer et de

défendre non seulement parmi les militants, mais publiquement, les décisions prises. Au lieu de paraître hésiter pour des raisons tactiques louches, il sera possible d'expliquer nos priorités et de les défendre (Vietnam, implantation ouvrière), de les justifier par une activité réelle, tout en démontrant notre non sectarisme par la présence au SR et l'engagement dans les campagnes qui nous paraissent importantes. C'est une position beaucoup plus forte que notre position actuelle.

\* \* \*

\*

Voilà. Il s'agit d'une opinion personnelle que d'autres camarades peuvent partager en totalité ou en partie. D'autres choix, d'autres priorités seront proposés. Peut être plus justes ou meilleurs. Mais encore une fois, le pire serait de ne pas choisir et de temporiser encore. Nous n'avons déjà que trop tardé.

JEBRACQ.

# la place de la cfdt et de la cgt dans notre implantation dans la classe ouvrière

( En guise de réponse au texte de Victor ).

Jusqu'à présent, nous n'avons guère contrôlé le développement de notre implantation syndicale. ( Nous avons essentiellement défini les axes de notre intervention politique dans l'entreprise et les structures organisationnelles de notre travail syndical : fraction-tendance ).

Sur la base de notre apparition politique, nous avons recruté des militants en rupture de stalinisme. Le plus souvent, donc, des militants syndiqués à la CGT. Ainsi, la priorité du travail dans la CGT n'a jamais été un axe justifié, mais une réalité de fait. Or le début du travail dans la CFDT, la perspective d'un développement relativement rapide amène certains camarades à « fuir » la CGT pour la CFDT. Il est donc temps de rompre avec cet empirisme.

## LA PLACE DE LA CGT ET DE LA CFDT DANS NOTRE IMPLANTATION DANS LA CLASSE OUVRIÈRE.

A) — S'il apparaît comme une approximation raisonnable d'affirmer que nous devons militer prioritairement dans le syndicat de classe le plus fort, en fait il n'y a pas là de positions de principe :

Nous ne militons pas par principe dans un syndicat dirigé par les staliniens de préférence à un syndicat dirigé par les réformistes « bourgeois ».

Notre investissement dans tel ou tel syndicat dépend de la possibilité qu'il nous offre à un moment donné de combattre la domination de la classe ouvrière par les réformistes au profit du développement de l'audience des révolutionnaires.

En 1934, Trotsky demande aux militants de rentrer à la SFIO et non dans le PC, non pas parce que la SFIO est alors deux fois plus grosse que le PC, non pas en fonction de la nature de la direction, mais parce qu'il comprend la nécessité de structurer un courant révolutionnaire qui pourrait opposer efficacement au Front Populaire la tactique du Front ouvrier. Il se trouve qu'un tel courant pouvait se développer dans la SFIO et non dans le PC, en raison de sa bureaucratisation avancée.

Tout en nous gardant d'analogie entre l'action dans les partis politiques et le travail de masse dans les syndicats, nous voulons seulement montrer qu'une des conditions pour répondre à la question : quelles forces faut-il investir dans la CGT et la CFDT ? est l'analyse des formes que prend aujourd'hui la crise du stalinisme en France après Mai 68. La deuxième condition est la structuration de notre propre travail...

B) — Quelques caractéristiques des luttes ouvrières depuis Mai 68 :

Contrairement à ce que laissent entendre les camarades ex-minoritaires, nous ne nous trouvons pas dans une situation de Mai rampant à l'Italienne avec des organismes de démocratie prolétarienne et l'ébauche de contrôle ouvrier.

Nous constatons une haute combativité de la classe ouvrière combinée à une impasse politique des directions reconnues qui entraîne des luttes sectorielles dures, des débordements temporaires des appareils syndicaux, mais une faible auto-organisation de la classe. ( très peu de comités de grèves élus... ) c'est à dire pas de rupture permanente de masse avec les appareils réformistes.

Les résultats aux élections syndicales reflètent cette contradiction : Souvent la CGT se renforce au détriment d'une CFDT gauchiste ( au sens propre ) qui ne comprend pas ce qu'est un syndicalisme de masse ( cf. BI N°4 sur le sens de la soi-disante « minorisation » ). Mais, dans certains secteurs, et dernièrement aux PTT, une CFDT gauche menée par des militants radicalisés comprenant à un niveau élémentaire le syndicalisme et la lutte de classe, se renforce au détriment de la CGT.

C) — Une telle situation est particulièrement favorable à notre intervention dans les syndicats.

1) La CGT analyse la combativité ouvrière en même temps que sa direction bloque de plus en plus toute lutte en raison de l'impasse politique dans laquelle elle se trouve. Victime de la logique « participer ou lutter », la fraction stalinienne mène de plus en plus le syndicat vers la collaboration de classe. Cela a une double conséquence :

— certains cadres ouvriers ( SNCF ? ... ) opèrent la rupture complète avec le stalinisme et attendent que « nous fassions nos preuves »

— A la base se développe un courant critique sur les contrats, les augmentations égales...

Nous n'avons aucune illusion : la domination du PCF sur la CGT et la classe ouvrière ne craquera pas au même rythme que la crise internationale du stalinisme ( de même lors de la scission de Tours, les réformistes minoritaires gardèrent la direction de la CGT car le

trade-unionisme spontané de la classe ouvrière permet la domination réformiste sur l'organisation syndicale). Mais aujourd'hui, par des campagnes bien menées (Vernon, Hernot, contrats...) et par un travail de masse à la base, une certaine percée est possible dans la CGT.

2) La CFDT est le résultat de deux phénomènes liés: la radicalisation du courant chrétien et l'essor de la lutte des classes. En effet, pour nombre de jeunes militants qui n'ont pas vécu le stalinisme triomphant, la CGT a servi de repoussoir au profit de la CFDT. L'appareil CFDT est constitué en partie par ces jeunes militants devenus permanents syndicaux à 30 ans.

Ainsi de la même façon que la faune étudiante reproduit en miniature toutes les déviations petites-bourgeoises de l'intelligentsia russe des années 1900, la CFDT connaît les débats du mouvement syndical d'avant 1917 dominés par les relations parti-syndicat.

Cette place bien particulière de la CFDT, par rapport à la crise du stalinisme, dans la période de l'après Mai 68, permet de penser que cette centrale ne peut pas suivre l'évolution de FO, mais au contraire ne peut aller qu'en se radicalisant au profit du courant révolutionnaire.

Ainsi, on comprend que notre implantation qui s'est faite avant tout sur la base de notre opposition politique centrale se soit faite essentiellement dans la CGT (nous représentons historiquement l'opposition au stalinisme), mais que des perspectives de développement sur la base de notre travail syndical s'ouvrent peut être plus rapidement dans la CFDT.

Quoi qu'il en soit, les caractéristiques de la conjoncture politique et des luttes ouvrières ne nous permettent pas de changer ce qui a été jusqu'aujourd'hui une priorité de fait: le travail dans la CGT.

Aujourd'hui, nous ne pouvons qu'affirmer :

— Halte au sortisme empirique de la CGT

— Structurons la fraction pour développer la tendance (sûrement plus rapidement dans la CFDT).

D) Ceci n'est pas une vérité éternelle. Nous pouvons être amenés à renforcer ultérieurement notre travail dans la CFDT en fonction du développement de la « tendance » ou d'une perspective de fusion syndicale.

Allons-nous vers une fusion syndicale CGT-CFDT ?

1) Face à l'Etat fort faible, la bourgeoisie cherche des alternatives: fasciste pour Tomasini, « démocratique » pour JJ-SS, Edgar Faure, Mitterand. Cette alternative « démocratique » rencontre sur son terrain le problème du « gros » PC: Face à lui, la bourgeoisie a deux attitudes

\* soit jouer la carte de l'unité de la gauche Mitterand-Savary;

\* soit contourner le PCF par un nouveau parti:

Faure, JJ-SS, Jeanson...rocard ?

Cette division se retrouve dans la direction de la CFDT.

\* Le courant Declerc (pays de Loire) et l'appareil de l'URP (Union Régionale Parisienne) sont pour l'unité de la gauche. Ils appellent à voter pour les listes « d'union démocratique ». Ils poussent à l'unité au sommet CGT-CFDT.

\* L'autre courant majoritaire avec à sa tête Maire, Krumnov, Jeanson, cherche une alternative en dehors du PCF. Dans ce courant se trouve un éventail allant de JJ-SS à Rocard. Il freine l'unité au sommet CGT-CFDT et prêche l'unité à la base.

2) Parallèlement se manifeste aujourd'hui une certaine « indépendance » tactique de la direction CGT par rapport aux prises de positions du PC (cf. la déclaration de Ségué au congrès de la Métallurgie).

Ainsi se trouve posé le problème d'une éventuelle fusion syndicale à moyen terme, quelque soit le cadre politique dans lequel elle se situe. (1).

Le facteur déterminant restera la combativité de la classe ouvrière. Il est vraisemblable que face au développement de la lutte des classes et de l'implantation des révolutionnaires, les directions syndicales chercheront à réaliser la sacro-sainte alliance contre révolutionnaires. Une telle perspective, si elle se précisait, poserait évidemment en terme d'urgence notre structuration en tendance dans le mouvement syndical et donnerait une place beaucoup plus importante à notre travail dans la CFDT.

Mais nous n'en sommes pas là et aujourd'hui il faut combattre l'opportunisme cégétiste comme l'opportunisme cégetiste et insister sur la nécessité de renforcer la centralisation du travail, condition indispensable pour être prêt à utiliser tactiquement toutes les failles ouvertes par la crise du stalinisme.

II- L'OPPORTUNISME CEGETISTE ou l'illusion du « Dien Bien Phu des bureaucrates ».

A) A la base de cet opportunisme cégétiste, il y a d'abord une déviaton syndicaliste qui privilégie l'organisation syndicale en tant qu'organisation spontanée de défense de la classe sur l'organisation syndicale, école du réformisme bourgeois, du stalinisme ou du socialisme. Ainsi le camarade Victor écrit-il (BI N\*12): « le renforcement d'une centrale ne doit jamais se faire au détriment de l'autre » sans poser le problème de qui dirige la section syndicale CGT ou CFDT! En effet, si nous dirigeons une section CFDT, nous visons à renforcer non pas la CFDT en tant que telle, mais l'audience des révolutionnaires et dialectiquement à affaiblir non pas la CGT en soi, mais la domination de la fraction stalinienne sur la classe ouvrière. Cela revient

(1) En Italie, un processus de fusion syndicale est d'ores et déjà engagé entre les centrales syndicales de la Métallurgie.

clairement à renforcer la section CFDT au détriment de la section CGT. L'inverse est tout aussi vrai lorsque nous dirigeons ou lorsque nous créons des sections CGT face à des sections CFDT réformistes comme c'est le cas dans plusieurs hôpitaux.

B) Cette déviation syndicaliste dans sa forme cégétiste revient à ne pas comprendre les modes de domination du stalinisme et finalement à limiter cette domination au seul fait que les staliens détiennent les leviers de commande du syndicat et non pas à la structuration complète du syndicat par la fraction stalinienne visant à faire du syndicat une école du stalinisme.

Typique à cet égard est la façon dont le camarade Victor vante la discipline cégétiste. En effet, dans cette discipline, il y a un aspect contradictoire : d'une part, la discipline de classe face au patron ; d'autre part, la discipline face à la direction, c'est-à-dire la soumission au PCF. Non seulement Victor ne prend pas soin de distinguer les deux, mais il se réjouit de la seconde. « Quant au rapport parti et syndicat, malgré le caractère manipulateur du travail de fraction du PCF, le terrain cégétiste est propice » et, ô comble ! « L'esprit de discipline syndicale sous la direction d'un parti authentiquement révolutionnaire sera une arme formidable. ».

Au contraire, nous affirmons que notre perspective n'est pas « d'exclure les bureaucrates » pour prendre leur place, pour pouvoir se servir du formidable levier qu'est la grande CGT. Notre perspective est d'ouvrir la crise révolutionnaire où les organisations de démocratie prolétarienne débordent le cadre syndical, ouvrant la période de double pouvoir. Aujourd'hui, nous préparons cela ; c'est pourquoi nous cherchons à constituer une tendance syndicale dont la condition d'existence est le respect de la démocratie ouvrière :

la discipline que nous acceptons, c'est la discipline des tendances par rapport au vote de l'assemblée des grévistes ! la discipline : par rapport aux décisions du comité de grève élu !

A Nantes, les staliens ont expliqué que leur erreur avait été de ne pas convoquer avant le vote de la grève illimitée les syndiqués CGT pour expliquer la position de la CE, c'est à dire la reprise du travail... On voit que l'opportunisme cégétiste amène à considérer des tares staliennes comme des vertus prolétariennes.

En dernière analyse, cette déviation entraîne une tendance à considérer le stalinisme comme une verrue du mouvement ouvrier, une mauvaise herbe ayant poussé sur un terrain resté sain.

Ainsi à la lecture du texte de Victor, on peut croire que ce n'est pas la révolution qui sera le Dien Bien Phu des staliens, mais la CGT qui sera la tombe du PCF ! Au moment de l'insurrection, nous serons peut-être majoritaires dans les soviets ; jamais nous ne serons hégémoniques dans les syndicats en dehors de la crise révolutionnaire !

Le camarade Victor acquiescerait sûrement à cette phrase qui apparaît comme un lieu commun pour les militants de la Ligue ; pourtant les propositions pratiques qu'il avance ont une logique opposée,

- d'une part, confondant tendance et fraction élargie, il limite le travail de masse à la diffusion d'un bulletin clandestin

- d'autre part, il renonce à la propagande pour le contrôle ouvrier et les conseils ouvriers.

(Tendance fraction)

C) Victor voit la possibilité à brève échéance d'une tendance dans la CGT. Que la tendance soit publique ou clandestine est pour lui un faux problème. Or la clandestinité ne rend pas en soi une organisation de masse impossible, mais comprendre aujourd'hui la nécessité de s'organiser clandestinement contre la fraction du PCF dans la CGT, c'est comprendre la nature de la bureaucratie stalinienne. Une telle compréhension ne répond pas au niveau de conscience d'adhésion à la tendance, elle correspond exactement aux militants de la fraction. Le Bulletin que propose Victor diffusé aux militants de la Ligue, aux sympathisants et, sous le manteau, à quelques militants critiques, n'est qu'un BI de fraction. Assimiler un tel travail de fraction à un travail de masse entraîne de graves illusions sur la défaite proche des staliens.

Ce bulletin tisserait sa trame clandestine et les bureaucrates seraient pris dans la toile d'araignée au bon moment. Le tout est d'être suffisamment structuré pour bien tisser la toile, suffisamment patient pour la tisser assez complètement la bureaucratie cégétiste sait que le temps travaille pour nous !

Dans le BI N°4, nous avons donné un certain nombre de définitions :

La fraction est constituée par les militants de la Ligue.

La fraction élargie correspond en plus aux militants qui acceptent notre ligne politique.

La tendance correspond aux militants d'accord avec nos propositions dans les syndicats.

Nous avons distingué fraction et fraction élargie, non pas comme le croient les camarades de Carcassonne en pensant qu'on passera de la 1ère à la 2ème, puis de la 2ème à la tendance par simple élargissement, mais pour préciser clairement la structure organisationnelle de la fraction : la Ligue et pas autre chose. Dès aujourd'hui, cette fraction existe, elle est structurée mais elle n'a pas de direction... C'est là un autre problème sur lequel nous reviendrons en conclusion.

La fraction élargie correspond en règle aux militants des groupes Taupes ( voir BI N°4 sur la nature des groupes Taupes ). Elle dépend directement de la Ligue mais vu notre faiblesse d'implantation dans la classe c'est elle qui peut aujourd'hui jouer le rôle de charpente de la tendance !

Nous parlons de travail de tendance lorsqu'il est possible qu'une section ou des militants sortent des textes syndicaux ou se présentent aux élections syndicales sur notre « plateforme »... Cela n'est pas encore la tendance constituée...

.../...

Autre chose est la manifestation critique de nombreux militants à un moment donné sur un point précis : le contrat SNCF, les augmentations égales... Il s'agit d'un courant critique qui nous intéresse au plus haut degré, mais non d'une tendance.

Il est important que nous nous mettions clairement d'accord sur ces termes, car les assimilations de fraction élargie à tendance comme le fait Victor ou de courant à tendance comme nous l'avons fait en parlant de Krumnov dans le CFDT recouvrent un opportunisme dangereux. Le 1er assimile notre propre fraction à une possible organisation de masse ; la 2ème assimile un courant large confus à une organisation de masse sur des bases de classe.

Contrôle ouvrier  
D) Le revers de la médaille est l'abandon que propose Victor (et il faut dire que cet abandon a été pratiqué par la Ligue) de la propagande pour le contrôle ouvrier et les conseils ouvriers... En effet, puisque la tombe des stalinien est la CGT et non plus les soviets, il n'est pas question de parler dans notre « manifeste » syndical du contrôle ouvrier et des conseils ouvriers, car cela apparaîtrait alternatif au syndicat... Et le camarade Victor s'appuie sur une citation de Trotsky qui hélas ne lui est d'aucune aide car Trotsky condamne le fait « d'opposer aux syndicats qui existent bel et bien l'idée abstraite des conseils ouvriers... » il ne dit pas qu'il faille abandonner la propagande pour les conseils ouvriers au sein même du syndicat, école du socialisme !

La logique de Victor pourrait aller très loin : ne pas parler des comités de lutte, des comités de grève, car ils ne sont qu'idées abstraites face aux syndicats de chair et d'os.

Opposer ces organisations au syndicat est une chose que proposaient nos camarades minoritaires. Faire de la propagande pour les organismes de démocratie prolétarienne est autre chose : c'est un impératif !

De même avancer lors de toute lutte « économique » le contrôle ouvrier est une chose que fait le PSU et que nous ne faisons pas. Avancer certains éléments du contrôle ouvrier notamment lors de campagnes sur l'emploi est autre chose. (cf. plaquette Mandel « contrôle ouvrier dans la stratégie révolutionnaire »).

### III- L'OPPORTUNISME CEDETISTE ou l'illusion du syndicat rouge.

La fuite vers la CFDT que dénonce Victor trouve son origine dans les difficultés du travail CGT face à la fraction stalinienne. L'incompréhension du travail syndical de masse dans la CGT conduit nombre de camarades à être soit des « entristes » critiques dans la CGT, soit à déployer le drapeau pour provoquer l'exclusion.

Ainsi des camarades sont tentés de façon empirique vers la CFDT, pensant que dans cette centrale ils pourront plus facilement appliquer les thèses des 4 premiers congrès de la 3ème Internationale, revus par la Ligue.

On passe ainsi facilement de la compréhension de la place de la CFDT dans la crise du stalinisme et du rôle de levier que nous voulons faire jouer à une tendance CFDT, à l'illusion de transformer la section syndicale en un syndicat rouge de masse en dehors même de l'existence d'une tendance nationale (qui vraisemblablement s'affirmera d'emblée comme tendance intersyndicale)

Il est par exemple surprenant que les camarades de la CDC relatent dans « Rouge » une grève menée par la CFDT depuis peu dirigée par des révolutionnaires sans dire quel impact a eu une telle grève sur la base CGT, syndicat majoritaire dans l'entreprise et il n'y a pas si longtemps seul syndicat de « classe » !

De telles illusions sont favorisées par l'incompréhension de la nature de la « démocratie » cédétiste. A la CFDT, la base peut râler. On peut même être majoritaire pour dénoncer la collaboration de classe, puis 15 jours après, la direction peut négocier à froid, en appeler à l'arbitrage du 1er Ministre, signer un nouveau contrat. Une telle démocratie relève plus du fédéralisme, de la bataille de compromission type SFIO que de la démocratie prolétarienne. Face au développement du courant révolutionnaire dans la CFDT, les éléments les plus droitiers des directions envisagent l'exclusion au nom de « l'entrisme » et de l'« anticommunisme » des « gauchistes » (sic) !

Il est évident que notre développement mettra à nu la nature de la direction CFDT et démasquera le type de démocratie qui règne dans la centrale syndicale.

En effet, s'il n'y a pas d'appareil CFDT comparable à un appareil CGT, il faut être clair sur la nature de la direction : elle est réformiste en ce qu'elle ne pose pas le problème de la nature de classe de l'Etat. Pas question de destruction de l'Etat bourgeois ! Nous avons caractérisé les deux courants dirigeants comme réformiste et néoréformiste. Les lers veulent notre exclusion ; les seconds sont prêts à nous utiliser tactiquement pour un temps contre les droitiers et la CGT. C'est pour cela que notre travail dans la CFDT doit reposer sur le socle de la fraction, faute de quoi nous travaillons pour le roi de Prusse.

### IV- RAPPELONS QUELQUES PERSPECTIVES

Comme nous l'avons expliqué dans la première partie, aujourd'hui, vu l'analyse de la conjoncture, vu la faiblesse de notre implantation syndicale, nous ne pouvons que réaffirmer un certains nombres d'axes : Halte au départ de la CGT ; attention aux illusions sur le travail de masse dans la CFDT !

1- Quel type de travail faisons-nous dans la CGT ?

— Nous voulons former des militants de masse : il faut bien comprendre que la première tâche d'un militant de la Ligue n'est pas l'intervention critique

dans l'assemblée biannuelle des syndiqués ! C'est au contraire de prendre des responsabilités minimum pour pouvoir se créer cette base de masse.

Les cellules dirigées par les étudiants ont facilement tendance à oublier cela et à se contenter de préparer l'intervention critique du militant ou du sympathisant.

— A partir de ce travail de masse « syndicaliste », il faut susciter un courant critique. Amener les travailleurs à se poser des problèmes sur la vie du syndicat, sur la façon dont sont menées les luttes... C'est là qu'il faut apporter des réponses politiques aux problèmes posés et commencer à structurer la fraction.

— A partir d'un certain stade de développement, se pose le problème de l'apparition comme Ligue d'un travailleur sur l'entreprise. Cela ne peut être décidé qu'en fonction du rapport de force local, régional, national avec le PCF. Mais c'est cela la perspective que nous nous fixons : l'affrontement avec les stalinien, affrontement inévitable à partir d'un certain stade de développement du travail de masse, comme en témoigne l'expérience de Max à Brest.

### 2- Une règle doit guider notre travail dans la CFDT : le levier sur la base CGT.

En effet, nous ne devons pas perdre de vue d'une part que les syndicats CFDT sont en règle générale minoritaires, d'autre part la capacité de la direction CFDT à transformer toute action en magouille anti-CGT.

Par exemple dans les hôpitaux, nous avions proposé, en plus de la grève de 48h. intersyndicale, une manifestation au besoin CFDT seule. Une telle manifestation aurait pu avoir un impact sur la base CGT si elle avait été clairement annoncée à l'avance. Au contraire, la direction CFDT sortit un tract une demi-heure avant la manifestation, au point qu'une section syndicale CFDT qui menait correctement la grève avec la CGT n'a pas participé à la manifestation par peur de paraître scissionniste ! L'effet sur la base CGT fut nul.

Par contre, lors de l'augmentation des tickets de repas, la direction CGT de la Pitié Salpêtré refusa de faire autre chose qu'un télégramme de protestation. Sur notre impulsion, les militants CFDT organisèrent des discussions au réfectoire sur la riposte à organiser. Cette seule action eut un retentissement certain sur la base CGT.

Mais qu'arrive une nouvelle convention salariale ou un contrat accepté par la direction CFDT et refusé par la direction CGT et notre travail local sera en partie détruit.

Cependant il faut tenir compte de secteurs industriels et de certaines régions où la CFDT est pratiquement à force égale avec la Cgt, dans les choix de notre investissement de militants.

### 3- Comment construire la tendance ?

a. Par le haut et par le bas.

Aujourd'hui, nous avons deux pieds pour construire cette tendance.

— Les campagnes ouvrières de la Ligue, nationales ou régionales : par exemple sur l'emploi (Caen...)

— Le travail de tendance dans les sections syndicales lors d'une élection, d'un congrès.

En fonction du développement de cette double intervention, se fera sentir la nécessité de réunions de tendance, de journal de tendance, et peut être d'abord dans une branche car la feuille de branche n'est qu'une version sectorielle d'un journal de tendance syndicale (elle n'est ni une super Taupe, ni un petit « Rouge » ouvrier).

b. Il est vraisemblable que les perspectives de la tendance nationale pourront apparaître plus rapidement dans la CFDT. Arriver à moyenne échéance à structurer une telle tendance publique serait un pas décisif pour la Ligue avec trois conséquences :

— Une telle tendance, même initialement limitée à la CFDT (et à la FEN) serait un haut-parleur dans la classe ouvrière. Surtout, elle nous permettrait de mener des luttes et de soutenir efficacement des grèves isolées. La crédibilité de la Ligue comme direction ouvrière ferait un pas considérable en avant.

— Une telle tendance ferait du mot d'ordre unité syndicale avec droit de tendance une arme redoutable contre les stalinien et les réformistes et générerait considérablement la sacro-sainte alliance antirévolutionnaires.

— Une telle tendance mettant en pratique, même de façon encore limitée, notre conception du travail syndical de masse entraînerait une clarification de l'extrême-gauche.

\* La structuration d'une telle tendance ferait éclater les « sensibilités » du PSU dans la CFDT. En effet, les militants PSU sont dans tous les courants CFDT. Ils seraient obligés de se définir par rapport à une telle tendance. Le PSU est incapable de structurer une tendance dans la CFDT ; au contraire, le développement d'une tendance syndicale « lutte de classe » le fera éclater.

\* De même le Secours Rouge qui a une forte propension à se substituer à toutes les organisations : parti-syndicat-mouvement de jeunesse, se trouverait, par l'existence d'une tendance syndicale, limité à sa « juste fonction ». Faute de diriger un travail syndical de masse nous ne pouvons opposer à l'activisme SR dans les entreprises qu'une ligne politique... Ainsi, il y a place aujourd'hui pour que se développent des SR dans les entreprises : structure floue incapable de se transformer en force d'intervention contre l'emprise du stalinisme dans l'entreprise. Au contraire, le développement d'une tendance syndicale permettrait de casser dans les faits les lignes centristes « mino » ou le populisme ml concevant le SR comme un mouvement de soutien aux luttes du peuple.

### En conclusion :

Pour préparer rapidement la construction de la tendance ;

pour investir de façon non totalement empirique nos forces dans la CGT et la CFDT, il faut une effective direction du travail ouvrier avec les permanents nécessaires, les BI, les plaquettes, les réunions régionales puis nationales de fraction élargie, les préparations des congrès syndicaux, les premiers textes de tendance.

Voilà ce qui doit être décidé au congrès, faute de quoi nous aurons le plus grand mal à aller de l'avant et des courants opportunistes cégétistes ou cédétistes se développeront au sein même de notre organisation.

RADOT.